

# Commentaire sur le marché

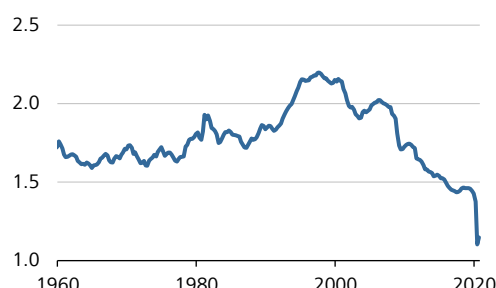
L'Europe se trouve sous l'emprise du coronavirus. Quatre autres pays - la France, l'Allemagne, l'Autriche et la Grande-Bretagne - réagissent face à la pandémie, en re-confinant leurs citoyens, avec des dommages immenses pour l'économie.



## GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

### Consommateurs américains en mode économie

Vitesse de circulation masse monétaire M2



Sources: Bloomberg, Raiffeisen Suisse CIO Office

La vitesse de circulation indique la fréquence avec laquelle la masse monétaire circule en moyenne dans une économie au cours d'une année. La masse monétaire M2 aux USA (liquidités, dépôts à vue et d'épargne, comptes de transaction) s'est effondrée depuis la pandémie du coronavirus: les consommateurs préfèrent faire des économies que dépenser leur argent.



## GROS PLAN

### A peine ouvert, déjà obsolète:

L'aéroport BER a ouvert ses portes à Berlin, samedi dernier, après 14 longues années de chantier, et au moins neuf ans plus tard que prévu. Jadis considéré comme le plus moderne d'Allemagne, l'aéroport est d'ores et déjà obsolète à présent. Selon certaines rumeurs, les ascenseurs sont pilotés par Windows XP, un système d'exploitation datant de 2001 et qui n'est plus pris en charge depuis 2014.



## LE PROGRAMME

### Marché de l'emploi suisse

Le 9 novembre prochain, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) publiera les chiffres du chômage pour octobre. Le taux affichait 3,2% en septembre.

**Quand l'Histoire se répète – «Confinement 2.0» en Europe:** Emmanuel Macron, Angela Merkel, Sebastian Kurz, et à présent Boris Johnson ont reconfiné leur pays face à la hausse massive de nouvelles infections du coronavirus. De leur point de vue unanime dans cette lutte ultime contre le virus, il s'agit d'éviter à tout prix que les systèmes de santé ne s'effondrent. Pour le moment, ils entendent mettre à l'arrêt la vie économique et sociale jusqu'à début décembre. La France et l'Angleterre prennent des mesures plus drastiques. Seuls les commerces vendant des biens de première nécessité peuvent rester ouverts. Tous les autres doivent fermer. Par ailleurs, les citoyens sont confinés à domicile toute la journée et ne peuvent sortir que s'ils ont un motif valable, tel que le travail, le sport ou le soin des proches. L'Allemagne et l'Autriche sont quelque peu moins restrictives. «Seuls» des commerces de loisir et de culture sont obligés de fermer. Par ailleurs, les citoyens n'ont pas le droit de faire des voyages touristiques. Enfin, l'Autriche mise également sur un couvre-feu nocturne de 20h00 à 06h00. Outre ces réglementations spécifiques à chaque pays, les établissements gastronomiques sont obligés de fermer partout, les contacts sont réduits à un strict minimum, il est formellement interdit de se rassembler, et fortement recommandé de faire du télétravail. Ces mesures devraient laisser un goût amer auprès des citoyens, sachant que les dirigeants politiques avaient pratiquement exclu un nouveau confinement jusqu'à peu. Bien que ces mesures permettent de stopper la rapide hausse du nombre de cas à court terme, le prix à payer pour cela est élevé, car les dommages économiques seront immenses. En effet, les nouvelles mesures de confinement devraient freiner l'évolution conjoncturelle en Europe, qui s'était pourtant remise de manière presque surprenante en été, quasiment en forme de V. Le marché de l'emploi, de même que la consommation et les investissements souffriront grandement à long terme. Nous partons d'une reprise en W, à condition que l'histoire ne se répète pas une troisième fois.

**Le moral s'assombrit dans l'industrie:** Le nombre de cas de nouvelles infections augmente de manière préoccupante en Suisse. Les premiers hôpitaux tirent déjà la sonnette d'alarme. Les dirigeants politiques et économiques du pays discutent frénétiquement d'un éventuel confinement, et cela se reflète sur l'environnement économique. L'indice des directeurs d'achat (PMI) pour l'industrie suisse a reculé de 0,7 points en octobre (corrigé des variations saisonnières) et atteint 52,3 points, soit le premier recul après trois mois de hausse. Malgré un niveau toujours au-delà du seuil critique des 50 points, le moral de l'industrie suisse s'est cependant sensiblement assombri.

**L'UBS choisit le Qatar au lieu de la Suisse:** La prise de fonction du néerlandais Ralph Hamers, nouveau CEO d'UBS depuis le 1<sup>er</sup> novembre, a commencé par un coup d'éclat. En effet, l'établissement bancaire prévoit de fermer plus de 50 des 300 filiales environ en Suisse - trop peu modernisées ces dix dernières années. La banque espère ainsi faire des économies dans les coûts opérationnels et souhaite renforcer davantage son secteur d'activité. Les guichets devront avant tout gérer des transactions complexes, accompagnées d'un volume plus élevé. En même temps, UBS envisage d'étendre sa gestion de fortune vers le Qatar, et a déjà signé un accord en ce sens avec l'agence de l'Etat qatari, visant à promouvoir les investissements à l'étranger.

Tobias S. R. Knoblich  
Stratège en placements

### Editeur

Raiffeisen Suisse CIO Office  
Raiffeisenplatz  
9001 St-Gall  
[ciooffice@raiffeisen.ch](mailto:ciooffice@raiffeisen.ch)

### Internet

[www.raiffeisen.ch/placements](http://www.raiffeisen.ch/placements)

### Publications

Découvrez notre vision actuelle des marchés financiers dans nos publications  
[www.raiffeisen.ch/marches-opinions](http://www.raiffeisen.ch/marches-opinions)

### Conseil

Contactez votre conseiller ou votre Banque Raiffeisen locale:  
[www.raiffeisen.ch/web/ma+banque](http://www.raiffeisen.ch/web/ma+banque)

### Mentions légales

#### Ce document n'est pas une offre.

Les contenus de cette publication sont fournis à titre d'information et de publicité exclusivement. Ils ne constituent donc ni une offre au sens juridique, ni une incitation ou recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus au sens des articles 35 et suivants LSF. L'intégralité des conditions déterminantes ainsi que le détail des risques inhérents à ce produit figurent dans les documents de vente correspondants juridiquement contraignants (par ex. le prospectus, le contrat de fonds). Ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès de Raiffeisen Suisse société coopérative, Raiffeisenplatz, 9001 St-Gall. En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans cette publication est limitée. La présente publication n'a pas pour vocation de fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions en matière d'investissement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient être effectués que suite à un conseil à la clientèle et/ou à un examen minutieux des documents de vente obligatoires. Toute décision prise sur la base des présents documents l'est au seul risque de l'investisseur lui-même. Par ailleurs, nous vous prions de vous référer à la brochure «Risques inhérents au commerce d'instruments financiers». La performance indiquée se base sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer l'évolution présente ou future de la valeur. Les éventuels commissions et coûts prélevés lors de l'émission et le rachat des parts n'ont pas été pris en considération dans le calcul des données de performance présentées.

#### Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse ne garantit pas l'actualité, l'exactitude ou l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication. Raiffeisen Suisse décline toute responsabilité liée aux pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de la présente publication ou des informations qu'elle contient, ou qui seraient en rapport avec sa distribution. Elle n'est surtout pas responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers. Il appartient au client de s'informer des éventuelles conséquences fiscales. Selon l'Etat de résidence, les conséquences fiscales sont susceptibles de varier. Raiffeisen Suisse et les Banques Raiffeisen déclinent toute responsabilité des conséquences fiscales éventuelles découlant de tout achat de titres.

#### Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

La présente publication a été élaborée par Raiffeisen Suisse et n'est pas le résultat d'une analyse financière. Les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent donc pas à la présente publication.

**RAIFFEISEN**